

# Chez soi et à l'étranger

## Partage international n° 45 - Mai 1992

Le rôle que les États-Unis prétendent jouer dans les affaires mondiales a récemment été mis en évidence lors de la fuite d'un document du Pentagone. Ce document révèle que les USA ne peuvent en aucun cas tolérer qu'une autre nation, rivale ou alliée, puisse les concurrencer dans leur rôle de policier mondial. La moindre velléité de jouer un tel rôle ou d'exercer une influence dans une quelque région que ce soit (comme par exemple le Japon en Asie) devrait être immédiatement étouffée.

Plusieurs capitales ont manifesté leurs réactions à ce document provenant du Pentagone, qui n'a pourtant fait l'objet d'aucun commentaire en Amérique elle-même. Certains commentateurs connus, comme Leslie Gelb, ont rejeté ces allégations avec dédain. Mais ce furent virtuellement les seules protestations aux USA.

Le fait que le Pentagone se soit déclaré favorable à une hégémonie définitive de l'Amérique en cette période critique est facile à expliquer. La fin soudaine de la guerre froide a imposé une pression croissante à la baisse des budgets militaires — situation accueillie sans plaisir ni par l'industrie d'armement ni par l'ensemble de la machinerie militaire ou les fonctionnaires du Pentagone. Ceci explique le désir de maintenir le « mécanisme » de rejet de tout pouvoir potentiel rival qui tenterait de s'établir (même à un niveau régional) en qualité de shérif adjoint. Il est probable que M. Gelb ne se trompe pas de beaucoup en prévoyant que ce « mécanisme » est constitué des 1 200 milliards de dollars que le Président Bush compte allouer à la Défense pour les cinq prochaines années.

Aux yeux d'un non Américain, il peut paraître étrange que cette éruption de fièvre ultra nationaliste, exprimée dans le concept d'une Amérique nation Numéro Un, ait soulevé aussi peu de commentaires ou de débats. Dans la bataille des élections présidentielles, ce document est passé plus ou moins inaperçu. Un début de réponse réside dans le fait — qui ne colle d'ailleurs pas avec les fermes recommandations de ce mémoire du Pentagone — que ni les États-Unis ni aucun pouvoir mondial n'ont

actuellement de politique étrangère cohérente. Aucun décideur en matière de politique étrangère ne semble savoir comment réagir face à l'effondrement de l'Union Soviétique et aux nombreux problèmes qui en découlent.

La confusion qui règne sur la scène politique a conduit les États-Unis à un moratoire virtuel sur ce sujet. Les principaux candidats à la Présidence (y compris le Président Bush, bien qu'il s'intéresse plus lui-même aux affaires étrangères qu'aux problèmes intérieurs) abordent tous les sujets sauf un — la politique extérieure. Leur répugnance est compréhensible. L'électeur américain moyen ne se sent pas concerné par ce qui se passe « ailleurs ». La politique américaine est censée d'abord apporter des solutions aux problèmes économiques persistants du pays, au chômage et à la criminalité, à la détérioration des villes et de l'infrastructure. Cet électeur exige aussi que les politiciens mettent sur pied un système efficace de prévention sociale — et tout cela sans augmenter les impôts.

Il existe sans aucun doute un fossé profond entre les ambitions coûteuses du Pentagone d'une part et les tendances isolationnistes de beaucoup d'Américains d'autre part. Jusqu'à récemment, ce fossé était en partie masqué, la majeure partie de l'Amérique restant unie sous la bannière de l'anticommunisme. Mais son croque-mitaine favori ayant désormais abandonné la scène mondiale, l'Amérique doit affronter un dilemme. Pour le moment, tout au moins pendant la durée de la campagne électorale, ce sont les affaires intérieures qui semblent l'emporter.

D'un point de vue plus général, il est à espérer que le fait de devoir faire un choix à plus long terme ne signifiera pas qu'il faudra céder à l'une ou l'autre partie. Le fait que l'Amérique mette en pratique les vues du Pentagone aurait de sérieuses conséquences. Toutefois, les répercussions seraient tout aussi graves si ce pays ne devait pas jouer de rôle actif dans les changements gigantesques qui sont en train de se produire dans le monde entier — en Europe et en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie.

Il y a quelques semaines, l'ex-Président Nixon a mis le doigt sur ce problème, dénonçant avec justesse le caractère dérisoire de l'aide américaine à la Russie, qui doit quotidiennement affronter des problèmes de plus en plus graves. L'aide américaine, comparée à celle qu'apportent d'autres pays à la Russie, est

particulièrement l'Allemagne, est de piètre envergure. Les peuples de l'ancienne Union Soviétique méritent d'être traités avec plus de générosité, ne serait-ce que d'un point de vue purement humanitaire. Mais il ne s'agit pas seulement des conditions de vie de 300 millions de personnes. Le rapide déclin économique des Etats de l'Est européen constitue un facteur de risque supplémentaire face aux dangereux conflits ethniques et religieux actuels, d'autant que ces derniers sont souvent manipulés par des politiciens avides de pouvoir. Si les soulèvements que connaît aujourd'hui la Yougoslavie devaient se produire dans l'ancienne Union Soviétique — ce qui n'est pas à exclure — la misère qui en résulterait serait incommensurable. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences possibles si l'on songe à la présence des nombreux arsenaux nucléaires disséminés à travers cette vaste région.

Si l'Amérique fait preuve de sagesse, si le monde est sage, cette menace pourra être écartée de deux manières. Premièrement, en prenant des mesures préventives énergiques en créant une force de paix internationale puissante et permanente, par l'intermédiaire des Nations Unies, gérée par l'ensemble des nations du monde afin d'enrayer les conflits locaux ; et deuxièmement, mais présentant la même importance, en stimulant fortement le développement économique. Il n'y a rien de plus inhumain (ou insensé) que de rester à observer passivement — ou pire encore, à observer avec une joie mal dissimulée — le chaos qui grandit dans le camp de nos anciens ennemis.

Un Président américain, Harry Truman, osa prendre l'initiative de lancer une bouée de sauvetage à l'Europe juste après la deuxième guerre mondiale. Ses propositions témoignaient de son envergure d'homme d'Etat, car à cette époque sa cote de popularité était encore plus basse que celle du

Président Bush à l'heure actuelle, et les électeurs américains d'alors n'éprouvaient pas plus d'intérêt pour les affaires étrangères que ceux d'aujourd'hui. Nixon fut l'un des Membres du Congrès qui se prononça en faveur de M. Truman, alors que ses propres électeurs n'appréciaient pas du tout les idées de M. Truman. Il avait donc bien le droit de s'exprimer lorsqu'il rappela à George Bush que les enjeux actuels sont bien plus élevés qu'ils ne l'étaient à l'époque.

On éprouve un certain soulagement devant la décision du Président Bush d'agir face aux critiques de son prédécesseur. Début avril, il se mit d'accord avec les Allemands qui proposaient que, cette année, les pays riches — le G7 — offrent aux Russes une aide de 24 milliards de dollars. Espérons que cela reflète un changement dans la perception que l'Amérique a du monde. Il est évident que ni les rêves d'hégémonie ni l'isolationnisme de l'Amérique ne peuvent être approuvés. L'Amérique, avec son énorme capacité d'action, son énergie et sa vitalité, son désir inhérent de servir, mérite de jouer un rôle important et influent dans le monde — mais en tant que partenaire parmi d'autres partenaires, dans le cadre des Nations Unies, et non en tant que chef ou comme seul fonctionnaire chargé d'appliquer la loi. Aussi bien pour l'avenir de l'Amérique que pour celui du monde en général, il faut espérer que le nouveau point de vue du Président Bush sera partagé par le Sénat, par le Congrès et par l'électorat américain. Les intérêts intérieurs et extérieurs ne peuvent plus être séparés. La sécurité ne pourra jamais exister chez soi si elle n'existe pas aussi à l'étranger.

Etats-Unis

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Editorial](#) ()